



Aff N°: C23109577/T230161704

N° chrono: 8

Date: 20/01/25

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

## RENOVATION TOITURE DE LA PREFECTURE LE PUY EN VELAY (43)

### MAITRE D'OUVRAGE

PREFECTURE DU DEPARTEMENT HAUTE LOIRE

6 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE  
43011 LE PUY CEDEX

**Maître d'ouvrage délégué**

DDT 43  
13, rue des Moulins  
43000 LE PUY EN VELAY  
France

**Maître d'ouvrage délégué**

DDT 63  
63000 CLERMONT FERRAND  
France

**Maître d'oeuvre**

AGENCE LA CITÉ ARCHITECTES  
3 Place Michelet  
43000 LE PUY EN VEALY  
France

**OPC**

GBA  
4 rue Emile Noirot  
CS 62380  
42000 ST ETIENNE  
France

## COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

### PHASE DE CONCEPTION

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - LE PUY EN VELAY  
PASSOT LAURENT  
1 RUE MAURICE SCHUMANN  
43700 ST GERMAIN LAPRADE

### PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - LE PUY EN VELAY  
PASSOT LAURENT  
1 RUE MAURICE SCHUMANN  
43700 ST GERMAIN LAPRADE

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	08/07/24	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	6
2	Aucun	12/12/24	Nouvelle rédaction du PGC : Modification suite à la réunion conception du 5 décembre 2024 à 14h00	7
3	Aucun	20/01/25	Nouvelle rédaction du PGC : Modification suivant planning MOE	8

## PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

### Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

## SOMMAIRE

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION</b>	<b>6</b>
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
<b>2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS</b>	<b>8</b>
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	10
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	13
<b>3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT</b>	<b>16</b>
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	16
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	17
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	18
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	18
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	18
3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	19
3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	19
<b>4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER</b>	<b>23</b>
4.1. INTERFERENCES ENTRE PLUSIEURS OPERATIONS	23
4.2. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	23
<b>5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES</b>	<b>24</b>
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	24
<b>6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</b>	<b>26</b>

6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

26

**7. ANNEXES**
**27**

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

27

7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

32

7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

32

7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

32

7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

32

7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

32

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

### 1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

#### 1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

**Nom de l'opération :**

RENOVATION TOITURE DE LA PREFECTURE - LE PUY EN VELAY (43)

**Descriptif de l'opération :**

Travaux de rénovation de la toiture de la préfecture du puy en velay

**Calendrier :**

Date début des travaux : JUIN 2025

Durée totale des travaux : 12 MOIS

**Planning - Phasage de l'opération :****Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 7

Effectif pointe prévisible : 15

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

#### 1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

#### 1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

#### 1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence du public, des usagers

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

#### 1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr)

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Demande d'autorisation de voirie

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence du public, des usagers

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

## 2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

### 2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
6	<p><b>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</b></p> <p><b>RAPPEL: le chantier est interdit au public.</b></p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
41	<p><b>Personnes autorisées</b></p> <p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération</li> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération</li> <li>- les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage</li> <li>- les coordonnateurs SPS de l'opération</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui</li> <li>- les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises</li> <li>- toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération.</li> </ul>	Tous interv.		Durée chantier
27	<p><b>Conditions d'accès des personnes autorisées</b></p> <p>Vous conformer aux obligations concernant l'accès des personnes autorisées, imposées sur le chantier.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
2	<p><b>Informations des salariés</b></p> <p><b>Dès l'entrée sur le chantier</b>, le personnel sera systématiquement <b>informé</b> par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses <b>obligations en matière de protections individuelles et collectives</b> (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).</p> <p><b>Utilisation du personnel intérimaire</b></p>	Toutes entrep.		Durée chantier



56	<p>Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer,</li> <li>- que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré,</li> <li>- que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.</li> </ul> <p><b>Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation</b></p>	Toutes entrep.	Durée chantier
40	<p>La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes :</p> <p><b><u>A la charge du prestataire de service</u></b> : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier.</p> <p><b><u>A la charge de l'entreprise donneur d'ordre</u></b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité,</li> <li>- accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales,</li> <li>- présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre,</li> <li>- autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant.</li> </ul> <p><b>Autres prestataires de service : remise d'un PPSPS et réalisation d'une inspection commune</b></p>	Entrep. concernée	Durée chantier
53	<p>Les prestataires n'intervenant pas sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire, ainsi que les prestations énumérées ci-dessous (liste non limitative), concernent des interventions courantes de prestataires qui, en raison des risques graves liés à la nature des interventions, doivent être considérés comme une entreprise.</p> <p>A ce titre, ces prestataires sont soumis à l'ensemble des dispositions relatives à la coordination SPS applicable à l'opération (Inspection commune et remise d'un PPSPS) : <b>monteurs de grue, poseurs de filets, monteurs d'échafaudage, etc.</b></p> <p><b>Fournisseurs - Livreurs</b></p>	Entrep. concernée	Avant interv.
42	<p>Lorsqu'une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu.</p> <p>Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.</p> <p><b>Dispositions particulières concernant la lutte contre le travail illégal</b></p> <p><u>Lutte contre le travail illégal - Engagement sur l'honneur des entreprises</u></p>	Toutes entrep.	Durée chantier

45	Respect de la Loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie, en particulier l'article 71, ainsi que le décret n° 2005-1334 du 27 octobre 2005 relatif au travail dissimulé. Les responsables d'entreprises attestent sur l'honneur que les fournitures, prestations ou travaux réalisés par leur entreprise le sont par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.143-3, L. 143-5, et L. 620-3 du Code du Travail.	Toutes entrep.		Durée chantier
15	<b>Déclaration de sous-traitants</b> Lors de la remise des offres et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. <b>Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention.</b> Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.	Toutes entrep.		Durée chantier
14	<b>Travail le dimanche et les jours fériés</b> Toute entreprise qui souhaite travailler le dimanche ou un jour férié y compris ceux relevant du « droit local » doit en faire la demande sur papier libre à l'Inspection du Travail du lieu où s'effectue la prestation et ce suffisamment à l'avance. Transmettre une copie de la réponse à la Maîtrise d'Ouvrage et au coordonnateur SPS.	Toutes entrep.		Durée chantier
<b>DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER</b>				
13	<b>Itinéraire d'accès - Fléchage</b> Signalisation du chantier sur voies extérieures	CHARPENTE COUVERTURE	CHARPENTE COUVERTURE	Durée chantier
66	Pour toute signalisation en bordure de chantier, l'entrepreneur devra se soumettre aux directives données par la Police et être conforme à la réglementation locale, aux instructions ministérielles (22.10.1963) et aux arrêtés relatifs à la signalisation routière (24.11.1967).	CHARPENTE COUVERTURE	CHARPENTE COUVERTURE	Durée chantier

## 2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
1	<b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b> Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.	CHARPENTE COUVERTURE	CHARPENTE COUVERTURE	Ph. préparation
	<b>CLOTURE DE CHANTIER</b>			

4	<p>Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien.</p> <p>Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.</p>	CHARPENTE COUVERTURE	CHARPENTE COUVERTURE	Durée chantier
62	<p><b>PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES</b></p> <p><b>Branchements provisoires</b></p> <p><u>Electricité</u></p> <p>L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) ainsi que les locaux de la base vie sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'Oeuvre. Cette installation, conforme aux prescriptions réglementaires et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme accrédité. Une copie du procès-verbal de réception est à tenir à disposition sur le chantier. Chaque modification de l'installation électrique donne lieu à contrôle réglementaire. Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité conformément à la norme NF C 18-510.</p> <p>Les documents suivants seront tenus sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un plan schématique du chantier où sont indiqués en particulier les passages des câbles alimentant le chantier,</li> <li>• le registre de sécurité où sont consignées par ordre chronologique les dates et la nature des vérifications (1ère et 2ème vérifications- Vérification annuelle le cas échéant).</li> <li>• les justifications des travaux et modifications effectuées pour porter remèdes aux défauts constatés dans les rapports précités</li> </ul> <p>Les entreprises communiqueront rapidement au Maître d'Oeuvre leur besoin en énergie électrique.</p> <p>L'installation comprendra de façon distincte :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Un coffret principal de puissance adaptée au chantier, à installer sous une armoire étanche verrouillée compris comptage,</li> <li>2. Un départ pour l'installation électrique pour les besoins du cantonnement.</li> <li>3. Départ (s) pour l'installation électrique nécessaire à (aux) engin(s) de levage fixe (grue(s) à tour)</li> <li>4. Un départ pour les coffrets divisionnaires et réseaux de distribution conformes aux prescriptions réglementaires et à la norme NFC 15-100 permettant les branchements adaptés à tous les corps d'état, inclus tous les déplacements et éléments divers pour l'évolution du chantier dans le cadre de son avancement.</li> <li>5. L'éclairage général pour supprimer les zones d'ombre, et garantir un niveau d'éclairage minimum de 40 lux à l'intérieur, 10 lux à l'extérieur.</li> <li>6. L'éclairage de sécurité permettant de baliser les accès dans les zones de circulation.</li> <li>7. Un départ spécifique pour le lot ascenseur, s'il existe.</li> <li>8. Un départ spécifique pour le façadier s'il existe.</li> </ol> <p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</p>	CHARPENTE COUVERTURE	CHARPENTE COUVERTURE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<p><b>PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES</b></p> <p><b>Branchements</b></p> <p><u>Electricité (réseau intérieur)</u></p>			

38	<p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance. Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m. Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. Les coffrets seront suspendus ou sur pieds. Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues. Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain- pied dans les passages et escaliers. Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. Les contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires. Consulter la fiche OPPBTP relative à l'installation électrique provisoire d'éclairage des chantiers (G1 F 02 89). <u>Eclairage des circulations</u></p>	ELECTRICITE COURANT FAIBLE	ELECTRICITE COURANT FAIBLE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
3	<p>Installer un éclairage des circulations verticales et horizontales en très basse tension de sécurité (TBTS), ou en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA.</p>	ELECTRICITE COURANT FAIBLE	ELECTRICITE COURANT FAIBLE	Durée chantier
<b>ZONE DE CANTONNEMENT</b>				
67	<p><b>Installations communes de vie collective</b> Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier. Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir. <b>Le lot Charpente couverture fera son installation commune de la base de vie dans les locaux mis à leurs disposition par le MO au sous sol de la préfecture</b></p>	CHARPENTE COUVERTURE	CHARPENTE COUVERTURE	Durée chantier
21	<p><u>Vestiaires</u> Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.</p>	CHARPENTE COUVERTURE	CHARPENTE COUVERTURE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
34	<p><b>Installations communes d'hygiène</b> <b>Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier</b></p>	CHARPENTE COUVERTURE	CHARPENTE COUVERTURE	Durée chantier
7	<p><u>Sanitaires</u> Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail). <u>Lavabos</u></p>	CHARPENTE COUVERTURE	CHARPENTE COUVERTURE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

23	Installer et mettre à disposition des travailleurs des lavabos ou des rampes alimentées en eau potable, si possible à température réglable, à raison d'un orifice pour dix travailleurs (R4228-7 du Code du travail).	CHARPENTE COUVERTURE	CHARPENTE COUVERTURE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
16	<b>Salle de réunion</b> Installer et mettre à disposition une salle de réunion de capacité conforme aux prescriptions du marché, équipée du mobilier nécessaire, correctement chauffée, éclairée et aérée conformément aux règles applicables.	CHARPENTE COUVERTURE	CHARPENTE COUVERTURE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

### 2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
52	<b>RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT</b> Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) : - déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet, - déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention. Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service <a href="http://www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr">www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr</a> . La consultation du Télé- service est obligatoire. Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service.	Entrep. concernée		Avant interv.
31	<b>D.T.</b> Déclaration de vos projets de travaux aux exploitants ayant des réseaux à proximité de la zone où vous prévoyez des travaux en utilisant le télé-service <a href="http://www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr">www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr</a> . Ce service permet de connaître les exploitants ayant des réseaux aériens, souterrains, ou subaquatiques, sur terrain public ou privé. Communiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS toutes les réponses pour prise en compte dans les marchés de travaux	Maître d'œuvre Maître d'ouvrage		Avant interv.
20	<b>D.I.C.T.</b> Tenir à disposition, sur le site, une copie des réponses des DICT et notamment les plans remis par les concessionnaires.	Entrep. concernée		Durée chantier
5	<b>DEFINITION DES DOMAINES DE TENSION</b> Les 4 domaines de tension sont : <u>Pour l'alternatif :</u> - TBT < à 50 Volts - BT entre 50 V et 1 000 Volts - HTA entre 1 000 V et 50 000 Volts - HTB > 50 000 Volts <u>Pour le continu :</u> - TBT < à 120 Volts - BT entre 120 V et 1 500 Volts - HTA entre 1 500 V et 75 000 Volts - HTB > 75 000 Volts	Toutes entrep.		Durée chantier

63	<b>DEFINITION DES DISTANCES DE SECURITE</b> Les distances de sécurité sont définies entre un opérateur et une installation ou un ouvrage. On distingue 5 types de distances à partir d'une pièce nue sous tension: <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>DLI</b> : distance limite d'investigation (établie à 50 m)</li> <li>• <b>DLVS</b> : distance limite de voisinage simple (3 m &lt; à 50 000 volts - 5 m &gt; 50 000 Volts)</li> <li>• <b>DLVR</b>: distance limite de voisinage renforcée (en BT = 30 cm - en HT = distance variable en fonction de la tension)</li> <li>• <b>DMA</b> : distance minimale d'approche ( en BT = DLRV - en HT = distance limite à ne jamais franchir)</li> <li>• <b>DLAP</b> : distance limite d'approche prudente autour d'une canalisation isolée enterrée (50 cm de la canalisation)</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier
48	<b>DEFINITION DES ZONES AUTOUR D'UNE PARTIE NUE SOUS TENSION</b> Zone <b>0</b> (DLI) : zone d'investigation où le personnel non habilité peut travailler sans risque. Zone <b>1</b> (DLVS) : zone de voisinage simple d'accès réservés aux personnels habilités au domaine de tension de la zone Zone <b>2</b> (DLVR) : zone de voisinage renforcé dont l'accès est réservé au personnel habilité désigné par l'employeur et autorisé à travailler au voisinage de pièces nues sous tension en HT Zone <b>3</b> (DMA) : zone de travaux sous tension HT accessible uniquement à des électriciens formés et habilités aux travaux sous tension Zone <b>4</b> (DMA) : zone de voisinage renforcé BT, règles d'interventions générales ou relatives aux travaux sous tension en BT (réservé aux électriciens pour manoeuvre, mesurage, essai ..)	Toutes entrep.		Durée chantier
9	<b>RESEAU ELECTRIQUE BT, HTA ou HTB EXTERIEUR AUX OUVRAGES</b> Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informerait auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations. Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux. <b>RAPPEL DES DISTANCES MINIMALES DE SECURITE A RESPECTER :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>3 m</b> pour les lignes et installations dont la tension est inférieure à 50. 000 Volts (alternatif)</li> <li>• <b>5 m</b> pour les lignes et installations dont la tension est supérieure ou égale à 50. 000 Volts (alternatif)</li> <li>• <b>1,50 m</b> pour les réseaux souterrains, lorsque le travail est effectué à l'aide d'engins mécaniques de terrassement.</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier
11	<b>RESEAUX AUTRES QUE ELECTRIQUES</b> En cas de présence de réseaux autres que électriques, suite à la DICT, l'employeur déterminera, en concertation et en accord avec l'exploitant concerné, les mesures à prendre, ainsi que les recommandations techniques et consignes de sécurité à mettre en oeuvre, afin d'éviter les risques consécutifs à l'interférence de ces réseaux avec les travaux. Ces mesures comprendront notamment, les repérages et balisages des réseaux, les consignations, dégazages, inertages, pose de dispositifs de protection mécanique, ainsi que toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.	Entrep. concernée		Avant interv.
	<b>CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER</b>			

43	<p>Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de tout type de circulation (automobile, piétonne, ferroviaire, fluviale, ...) doit prendre les <b>dispositions</b> propres à garantir la <b>sécurité</b> tant des travailleurs que des usagers. Ces dispositions doivent être <b>conformes</b> aux prescriptions des différents codes et/ou réglementations applicables au lieu du chantier. Elles devront être <b>soumises</b> aux services gestionnaires concernés et conformes à leurs demandes.</p> <p><b>Circulation routière</b></p>	Entrep. concernée		Durée chantier
54	<p>Pendant les travaux, la circulation aux abords du chantier sera maintenue, en tenir compte dans l'organisation du chantier et dans le choix des modes opératoires.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier



### 3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

#### 3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES</b>			
49	<b>Conditions de circulation</b> Consignes applicables pour les engins et véhicules se déplaçant sur le chantier : ne transporter personne en dehors des places prévues à cet effet circuler godet ou lame baissée (si l'engin en est muni) ne pas circuler benne levée circuler feux de croisement allumés	Toutes entrep.		Durée chantier
22	<b>Sortie des véhicules du chantier</b> Avant de quitter le chantier, les engins et véhicules devront être nettoyés afin de ne pas souiller les chaussées extérieures au chantier. En cas de salissure de la voie publique provenant des engins et véhicules de chantier, le nettoyage sera demandé à une entreprise spécialisée et mis à la charge de l'entreprise défaillante.	Toutes entrep.		Durée chantier
32	<b>MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES</b> Le choix et la mise en place de <b>moyens de circulation</b> de bonne qualité permet d'éviter les risques d'accident de plain-pied et les chutes de hauteur. Les passerelles, planchers, plateformes, seront construits en <b>conformité</b> avec les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront <b>dimensionnés</b> , installés, fixés et protégés de sorte que la circulation dans un sens et dans un autre puisse se faire sans créer de risque de chute. Ils seront <b>équipés</b> de dispositifs collectifs de protection contre les chutes de hauteur. Ils <b>garantiront</b> l'accès et la circulation dans des conditions ergonomiques. Ils devront permettre le passage d'un brancard et assurer l'évacuation en cas de danger imminent. Ils seront convenablement éclairés.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES</b> <b>Echafaudage commun</b>			



68	<p>Les échafaudages mis à la disposition des entreprises pendant les travaux seront montés, réceptionnés et utilisés conformément aux dispositions du Code du Travail (articles R 4323- 69 à 4323-80)</p> <p>Les échafaudages seront installés sur la périphérie des bâtiments pour permettre les travaux en façades et sur les toitures.</p> <p>En fonction de la pente du toit et pour éviter l'effet "toboggan, ils seront munis de garde-corps complémentaires surélevés et de filets de retenue sur l'ensemble de l'échafaudage (maille 10 x 10) .Tous les accès au bâtiment seront munis d 'auvents de protection ou de pare-gravois préservant les piétons des chutes éventuelles d'objets et de matériaux (<b>PROTECTION DE TYPE TUNNEL</b>)</p> <p><u><b>Au niveau des deux pignons, l'échafaudage sera uniquement en console sur la façade avec parement de bac acier pour éviter tous risques de chute d objets sur les piétons et empêcher les intrusions sur le site</b></u></p> <p>Les échafaudages seront munis de pancartes signalétiques interdisant aux personnes non autorisées de monter sur l'échafaudage:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>accès interdit, échafaudage en cours de montage</li> <li>puis accès interdit aux personnes non autorisées</li> </ul>	ECHAFAUDAGE	ECHAFAUDAGE	Durée chantier
----	---	-------------	-------------	----------------

### 3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
28	<p><b>EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE</b></p> <p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au <b>levage de charges</b> doivent être utilisés de manière à <b>garantir</b> leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.</p> <p>Les installations, équipements et engins de levages seront réputés <b>conformes</b> aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront pouvoir <b>justifier</b> à tout moment de ces conformités.</p> <p>Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des <b>autorisations de conduite</b> correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment.</p> <p>Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
39	<p><b>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</b></p> <p>Afin de limiter les risques de <b>troubles musculo-squelettiques</b>, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention.</p> <p>Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être <b>formés</b> à ces opérations.</p> <p>Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont <b>obligation</b> de limiter au strict minimum les manutentions manuelles.</p> <p>Les mesures prises seront <b>détaillées</b> par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
44	<p><b>Conditionnement des matériaux et matériels</b></p> <p>Conditionner les matériels et matériaux de façon à ce que leur manutention soit compatible avec les dispositifs de manutention prévus</p>	Toutes entrep.		Durée chantier

### 3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
26	<b>APPROVISIONNEMENTS</b> Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoiront, en fonction des volumes et quantité des matériaux : - La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches - Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,... - Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,... Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.	Toutes entrep.		Durée chantier
69	<b>Livraisons - Approvisionnements</b> Préciser le lieu de livraison, l'horaire le plus adapté pour celle-ci, au besoin fournir un plan de situation et un plan d'accès à la demande du négociant. Désigner une personne pouvant être contactée en cas de difficultés pour la livraison.	Toutes entrep.		Durée chantier
75	<b>Les livraisons devront se faire au fur et à mesure pour éviter d'encombrer la zone de stockage</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

### 3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
70	<b>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX</b> <b>Déchets industriels banals (DIB)</b> Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied. Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...) <b><u>Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'évacuer l'ensemble de ses déchets quotidiennement du chantier</u></b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

### 3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</b>			

58	<p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
----	---	----------------	--	----------------

### 3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
29	<p><b>UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES</b></p> <p>Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un <b>même</b> équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les <b>règles d'organisation</b> indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier

### 3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES</b>			

71	<p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques.</li> <li>- Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »).</li> <li>- Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....)</li> <li>- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier.</li> <li>- Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable.</li> <li>- L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier
65	<p><b>RISQUES LIES A L'AMIANTE: DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES</b></p> <p><b>Mesures d'empoussièrement dues par l'entreprise</b></p> <p>Afin de maîtriser le risque de coactivité lié à la présence d'amiante, le programme de mesures établi par l'entreprise, détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE - Travaux sous section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4), comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les mesures pendant l'opération : à proximité des rejets des extracteurs, en zone d'approche du personnel, en zone de récupération base vie, en zone d'approche du sas déchet, environnementales dans les locaux affectés aux travaux, ainsi que dans les locaux adjacents occupés et les zones de passage du public.</li> <li>• La mesure dite de restitution 1, ou libératoire, effectuée avant la dépose du confinement.</li> </ul> <p>Les résultats de ces mesures sont consignés par l'entreprise dans un cahier tenu à disposition sur le lieu de l'opération.</p>	DESAMIANPAGE	DESAMIANPAGE	Durée chantier
72	<p><b>RISQUES LIES A L'AMIANTE: ENCAPSULAGE OU RETRAIT Y COMPRIS AVANT DEMOLITION (Travaux sous section 3)</b></p> <p><b>Plan de démolition, encapsulage ou retrait</b></p> <p>Transmettre au coordonnateur le plan de retrait approuvé, qui sera intégré dans le PPSPS. Respecter les mesures de prévention définies dans le plan de retrait.</p>	DESAMIANPAGE	DESAMIANPAGE	Ph. préparation
76	<p><b>Le lot desamiantage devra travailler sans co activité sur leur zone d'intervention.</b></p>	DESAMIANPAGE		Durée interv.
	<b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</b>			

24	La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....	Maître d'oeuvre Toutes entrep.		
19	<p><b>RISQUES LIES A L'AMIANTE: INTERVENTION SUR LES MATERIAUX, EQUIPEMENTS, MATERIELS, ARTICLES SUSCEPTIBLES DE PROVOQUER L'EMISSION DE FIBRES (Interventions sous section 4)</b></p> <p><b>Rappel des principales dispositions applicables à tous types d'ouvrages (bâtiment, route, autoroute, voie ferrée, canalisation, équipement, etc...) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le personnel intervenant sera formé et recyclé.</li> <li>- L'évaluation des risques et le mesurage des empoussièrtements seront effectués par l'entreprise conformément aux dispositions de l'article R.4412.126 du code du travail.</li> <li>- Pour chaque processus de travail, une personne qualifiée de l'entreprise établira un mode opératoire, et le transmettra, ainsi que ses mises à jour, aux organismes de prévention du lieu de l'établissement, ainsi qu'aux organismes du lieu de l'intervention (Inspection du travail, CARSAT, OPPBTP).</li> </ul> <p>Pour les interventions <b>supérieures à 5 jours</b>, l'entreprise transmettra en outre à l'inspecteur du travail, la CARSAT et l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le lieu, la date de commencement et la durée de l'intervention ;</li> <li>- La localisation de la zone à traiter et la description de l'environnement de travail ;</li> <li>- Le DTA et les rapports de repérages avant travaux ;</li> <li>- La liste des intervenants, avec indication de la date de délivrance des attestations de compétence, et des visites médicales ;</li> <li>- La liste des secouristes affectés au chantier et la date de validité de leur formation.</li> </ul>	Entrep. concernée		Durée chantier
17	<p><b>PORT DES E.P.I.</b></p> <p>Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de <b>protection individuels</b> devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la <b>vérification</b> du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire.</p> <p>Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
51	<p><b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</b></p> <p>Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc.</p> <p>Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.</p> <p><b>Protections périphériques</b></p>	Entrep. concernée		Durée chantier

12	<p>Mettre en place des protections périphériques continues dans les zones à risque de chute de hauteur constituées de garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps</li> <li>- Une main courante</li> <li>- Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être &gt;50cms</li> </ul>	Entrep. concernée		Durée chantier
60	<p><b>RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES</b></p> <p>Les travaux susceptibles de générer des risques de <b>maladies professionnelles</b> seront indiqués dans le PPSPS de l'entreprise. Le guide des maladies professionnelles est consultable sur le site de l'INRS.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier

## 4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

### 4.1. INTERFERENCES ENTRE PLUSIEURS OPERATIONS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
37	<p><b>PRESENCE DE NOMBREUX CONCESSIONNAIRES</b></p> <p>Le concessionnaire exploitant de réseau (gaz, électricité, télécom, fibre optique, pipe-line, etc....), intervenant sur le chantier afin de réaliser des travaux sur son réseau est considéré comme une entreprise à part entière. Il est donc soumis aux mesures générales de coordination et, à ce titre, tenu de mettre en oeuvre les dispositions du Plan Général de Coordination. L'ensemble des dispositions auxquelles l'entreprise est soumise s'applique dans les mêmes conditions, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• effectuer une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS, avant le début des travaux.</li> <li>• élaborer et remettre son PPSPS, avant le début des travaux.</li> </ul> <p>Les obligations du concessionnaire en matière de coordination SPS, vis à vis de ses sous-traitants, sont les mêmes que celles de l'entreprise.</p>	Entrep. concernée		Durée chantier

### 4.2. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
74	<p><b>DANGERS SPECIFIQUES : ADAPTATION MATERIELS, INSTALLATIONS, MODALITES D'INTERVENTION</b></p> <p><b>Nuisances</b></p> <p><u>Bruit</u></p> <p><b><u>Les entreprises devront respecter une valeur d exposition de leurs travailleurs au bruit inférieures à 80DB sur 8h .</u></b></p> <p><b><u>Dans le cas contraire , en cas de dépassement , il faudra appliquer la réglementation de l'article R4431-2 du code du travail qui explique les actions à mettre en oeuvre par les employeurs afin de protéger les travailleurs.</u></b></p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
73	<p><b>Incendie- Explosion</b></p> <p>Afin d'éviter le risque d'incendie , le lot electricité sera en charge de la protection du réseau SSI existant sur la zone chantier par consignation et cache de protection. La mise en place d'un ssi provisoire est autorisée. Toutefois , le réseau ssi devra etre remis en fonctionnement sur la zone chantier en fin de journée pour assurer une protection efficace. L'entreprise du lot electricité sera en charge de la gestion complete du ssi chantier compris astreinte 24H/24</p>	ELECTRICITE COURANT FAIBLE	ELECTRICITE COURANT FAIBLE	Durée chantier



## 5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

### 5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
30	<b>APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS</b>  <b>Numéros d'appel d'urgence - Cas général</b> N° à composer : <ul style="list-style-type: none"><li><b>SAMU : 15</b> à partir d'un téléphone fixe ou <b>112</b> à partir d'un téléphone mobile.</li><li><b>Police ou Gendarmerie : 17</b></li><li><b>Sapeurs pompiers : 18</b></li></ul>	Toutes entrep.		Durée chantier
57	<b>Téléphone mobile</b> Pour l'appel des secours, doter en permanence chaque chef d'équipe d'un téléphone portable en état de fonctionnement et lui rappeler que le numéro d'appel par ce type d'appareil est le 112.	Toutes entrep.		Durée chantier
47	<b>ACCES DES SECOURS AU CHANTIER - MOYEN D'EVACUATION - PLAN DE SECOURS</b> Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter : <ul style="list-style-type: none"><li><b>l'intervention</b> des secours et diminuer le délai de leur intervention.</li><li><b>l'évacuation</b> rapide des victimes, y compris par des moyens spécifiques et particuliers si les travaux l'exigent.</li></ul> Le chantier sera clairement identifié, ses accès seront repérés et balisés. Si nécessaire, des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier seront réservés aux secours. Elles seront dégagées en permanence et parfaitement circulables.	Toutes entrep.		Durée chantier
59	<b>SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS</b> Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.	Toutes entrep.		Durée chantier
35	<b>Trousse des premiers soins</b> Chaque entreprise doit prévoir sur son chantier les moyens d'assurer le premiers soins à une personne blessée. Une <b>trousse de premier secours</b> doit être à disposition, sous la responsabilité d'une personne formée au Sauvetage Secourisme du Travail.	Toutes entrep.		Durée chantier
	<b>TRAVAILLEURS ISOLES</b>			



10	<p><b>Rappel</b> : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible. L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens <b>d'éviter</b> ces situations de travail.</p> <p>En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise <b>définira</b> dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
----	--	----------------	--	----------------

## 6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

### 6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
46	<b>MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS</b> Art. L. 4121-5.- Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : <ul style="list-style-type: none"> <li>de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux.</li> <li>de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants.</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier
33	<b>MODE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS</b> Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, <b>sont normalement adressés aux différents destinataires par courriel</b> . Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par courriel. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent <b>en informer le coordonnateur SPS</b> . Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur <a href="mailto:prenom.nom@apave.com">prenom.nom@apave.com</a> et pourront comporter des pièces jointes au format .pdf et/ou .doc, dans lesquels "prenom.nom" correspond au prénom et au nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. <b>Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et pièces jointes.</b>	Tous interv.		Durée chantier
18	<b>PPSPS</b> Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.	Toutes entrep.		Durée chantier
36	<b>INSPECTION COMMUNE</b> Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.	Toutes entrep.		Durée chantier

## 7. ANNEXES

### 7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

#### 7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	PREFECTURE DU DEPARTEMENT HAUTE LOIRE  6 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 43011 LE PUY CEDEX France		0471094343 0471097840
Maître d'ouvrage personne physique	PREFECTURE DU DEPARTEMENT HAUTE LOIRE  6 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 43011 LE PUY CEDEX France	M. THIBONNIER DAVID	0471094343 0471097840 david.thibonnier@haute-loire.gouv.fr
Maître d'ouvrage délégué	DDT 43 13, rue des Moulins 43000 LE PUY EN VELAY France	Mme BRIOUDE CARINE	0471058375 carine.brioude@haute-loire.gouv.fr
Maître d'ouvrage délégué	DDT 63  63000 CLERMONT FERRAND France	M. SUREAU ANTOINE	antoine.sureau@puy-de-dome.gouv.fr
Maître d'oeuvre	AGENCE LA CITÉ ARCHITECTES 3 Place Michelet 43000 LE PUY EN VEALY France	M. COILLOT Benoit	0471056187 0625573513 0471092204 archi@agencelacite.com
OPC	GBA 4 rue Emile Noirot CS 62380 42000 ST ETIENNE France	M. REY RICHARD	0477930890 0670133469 0477740147 rrey@gba-eco.com
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - LE PUY EN VELAY 1 RUE MAURICE SCHUMANN 43700 ST GERMAIN LAPRADE France	M. PASSOT LAURENT	laurent.passot@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - LE PUY EN VELAY 1 RUE MAURICE SCHUMANN 43700 ST GERMAIN LAPRADE France	M. PASSOT LAURENT	laurent.passot@apave.com

**RENOVATION TOITURE DE LA PREFECTURE - LE PUY EN VELAY (43)**

COORDINATION SPS

Aff. n°: C23109577/T230161704

**INTEGRATION DE LA SECURITE AU CHANTIER**

N°chrono: 8

Date: 20/01/25

**PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**

Page: 28 / 32

Fonction

Adresse

Représentant

Téléphone(T) Fax(F) Mail

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

### 7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DDETSPP 43 3 CHEMIN DU FIEU CS 40348 43009 LE PUY EN VELAY CEDEX France		0471070851 ddetspp-uc1@haute-loire.gouv.fr
CRAM	CARSAT AUVERGNE Espace entreprises 63036 CLERMONT FERRAND CÉDEX 9 France	M. DEGEORGE Christophe	0473427022 0473427015 christophe.degeorge@carsat- auvergne.fr
OPPBTP	OPPBTP 63 AUVERGNE 48-50 AVENUE MARX DORMOY 63000 CLERMONT FERRAND France		isabelle.chambon@oppbtp.fr

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

### 7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	<b>15</b> (à partir d'un tel. fixe) ou <b>112</b> (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	<b>17</b>
Pompiers	<b>18</b>

### 7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

### 7.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	ECHAFAUDAGE	<i>Non désigné</i>							
02	DESAMANTAGE	<i>Non désigné</i>							
03	CHARPENTE COUVERTURE	<i>Non désigné</i>							
04	SERRURERIE	<i>Non désigné</i>							
05	ELECTRICITE COURANT FAIBLE	<i>Non désigné</i>							

## 7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Les documents de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante communiqués par le maître d'ouvrage sont joints au DCE

## 7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Les documents de repérage des matériaux contenant du plomb communiqués par le maître d'ouvrage sont joints au DCE

## 7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTB.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

.1.2. organismes de préventions institutionnels